

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique
Madame Guillou, Greffière

13 heures 45

01)	DOSSIER N° 2604443	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination des Comores (3° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
02)	DOSSIER N° 2604441	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF : Demande d'annuler l'arrêté du 12 février 2026 par lequel le préfet du Finistère l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé l'Afghanistan comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (4° art L.611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BLANCHOT Anna (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
04)	DOSSIER N° 2604774	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 25 février 2026 par lequel la Préfète de l'Indre l'a obligé à quitter le territoire français sans délai et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître RIVIERE MÉLIE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE L'INDRE	

13 heures 45

05)	DOSSIER N° 2603152	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 14 novembre 2025 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Guinée.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître DE RAMMELAERE Lisa (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
06)	DOSSIER N° 2604778	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 23 février 2026 par lequel le préfet des Côtes d'Armor l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Mongolie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de 6 mois (4e L611-1)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître FABRE Blandine (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
07)	DOSSIER N° 2604541	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 16 juillet 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'afghanistan et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (4° L611-1 CESEDA)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

13 heures 45

08)	DOSSIER N° 2604539	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF : demande d'annuler l'arrêté du 16 juillet 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande de délivrance d'un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le l'Albanie comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3e L611-1)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
09)	DOSSIER N° 2604843	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	OQTF : demande d'annuler l'arrêté du 5 mars 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande de titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le maroc comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de trois ans	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	SELARL BAUDET KIBGE AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
10)	DOSSIER N° 2604772	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 12 mars 2026 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer le titre de séjour sollicité, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la République Démocratique du Congo et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (3e du L611-1)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

13 heures 45

11)	DOSSIER N° 2604844	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF : demande d'annuler l'arrêté du 12 mai 2026 par lequel le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de renouvellement d'un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le Cameroun comme pays de renvoi	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
13)	DOSSIER N° 2604578	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS Demande d'annuler l'arrêté du 21 mai 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Côte d'Ivoire et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans (3° L611-1 CESEDA)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Madame PASCO ELODIE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
14)	DOSSIER N° 2604462	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 9 juin 2026 par lequel le préfet du Morbihan l'a obligé à quitter le territoire français sans délai à destination de l'Algérie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de trois ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

13 heures 45

15)	DOSSIER N° 2604699	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	OQTF - demande d'annuler l'arrêté du 10 juin 2026 par lequel le préfet du Morbihan l'a obligé à quitter le territoire français sans délai, a fixé le Gabon comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	CABINET DGR AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
16)	DOSSIER N° 2604810	RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno
Titre de l'affaire	OQTF : demande d'annuler l'arrêté du 21 mai 2026 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande de renouvellement de titre de séjour "étudiant", l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le Sénégal comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
		Arrêté le 02/09/2026 Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Albouy, Conseillers
En présence de Madame DOISNEAU-HERRY, Rapporteure publique
Madame Guillou, Greffière

14 heures 30

01)	DOSSIER N° 2305572	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	IS : demande de prononcer la décharge de la cotisation supplémentaire, en droits et intérêts de retard, d'impôt sur les sociétés à laquelle elle a été assujettie au titre de l'exercice 2019 (provision pour créance douteuse / art39.-1-5° CGI)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS SOLANO INVESTISSEMENTS	LANGEVIN AVOCATS (Cour)
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	
02)	DOSSIER N° 2405698	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	CIR : Demande de prononcer le remboursement du crédit impôt pour dépenses de recherche au titre des années 2016 à 2018	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS OCEANE CONSULTING DATA MANAGEMENT	Maître QUENTIN Eric
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	
03)	DOSSIER N° 2602311	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	CIR : Demande de prononcer le remboursement d'une créance pour un montant de 122 031 euros de crédit d'impôt recherche au titre de l'année 2019	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SAS OCEANE CONSULTING DATA MANAGEMENT	Maître QUENTIN Eric
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

14 heures 30

04)	DOSSIER N° 2304033	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté du 7 avril 2023 par lequel le préfet des Côtes d'Armor lui a interdit pour une durée de 6 mois d'exercer les fonctions visées à l'article L.212-1 du code du sport	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	ROLLIN (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
05)	DOSSIER N° 2306591	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté du 4 octobre 2023 par lequel le préfet des Côtes d'Armor lui a interdit pour une durée d'un an d'exercer les fonctions visées à l'article L.212-13 du code du sport	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	ROLLIN (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
06)	DOSSIER N° 2303301	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 28 décembre 2022 par laquelle le préfet du Finistère a rejeté sa demande de libre établissement pour encadrer la discipline "glisse aérotractée nautique et kitesurf" contre rémunération en France, ensemble la décision du 13 avril 2023 de rejet de son recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS CASSEL
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

14 heures 30

07)	DOSSIER N° 2304848	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler les décisions du 20 mars 2023 la mettant en demeure dans un délai d'un mois de démissionner de son poste de dirigeante des centres équestres de Ploeren et Belle-Ile et lui interdisant d'exercer les fonctions d'enseignement, d'animation et d'encadrement d'une activité physique ou sportive en application des articles L.212-9 et L.322-1 et suivants du code du sport, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MATEL Pierre-Yves
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
08)	DOSSIER N° 2504620	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté du 11 juin 2025 par lequel le préfet du Morbihan a fermé définitivement les deux centres équestres exploités par la requérante et situés à Ploeren et Bangor en application de l'article L.322-5 du code du sport	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître MATEL Pierre-Yves
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
09)	DOSSIER N° 2305973	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	IS : Demande la décharge, en droits et intérêts de retard, de la cotisation supplémentaire d'impôt sur les sociétés à laquelle elle a été assujétie au titre des exercices clos en 2019 et 2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAS ETS MAURICE GABILLET	SOCIETE D'AVOCATS GORRET
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	

14 heures 30

10)	DOSSIER N° 2304164	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	CFE : demande de prononcer la décharge partielle de la cotisation foncière des entreprises qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guer (56) au titre de l'année 2016	
Demandeur	Nom des parties SAS MIX BUFFET	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	
11)	DOSSIER N° 2305754	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	CFE : demande de prononcer la décharge partielle de la cotisation foncière des entreprises qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guer (56) au titre des années 2021 et 2022 (EBS art.1382-11° CGI)	
Demandeur	Nom des parties SAS MIX BUFFET	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
12)	DOSSIER N° 2306571	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TF : demande de prononcer la décharge des sommes laissées à sa charge au titre de la cotisation de taxe foncière qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guer (56) au titre des années 2021 et 2022	
Demandeur	Nom des parties SAS MIX BUFFET	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

14 heures 30

13)	DOSSIER N° 2400221	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TF : demande de prononcer la décharge partielle de la cotisation de taxe foncière qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guer (56) au titre des années 2021 et 2022	
Demandeur	Nom des parties SNC NATIO CREDIMURS	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
14)	DOSSIER N° 2402963	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TFPB : demande de prononcer la décharge de la cotisation de taxe foncière qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guer (Morbihan) au titre des années 2021et 2022 (ets industriels)	
Demandeur	Nom des parties SAS ARKEA CREDIT BAIL	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
15)	DOSSIER N° 2402966	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
Titre de l'affaire	TFPB : demande de prononcer la décharge de la cotisation de taxe foncière qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guer (Morbihan) au titre des années 2021et 2022 (ets industriels)	
Demandeur	Nom des parties SA SOGEBAIL	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS FIDAL
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

14 heures 30

16)	DOSSIER N° 2306528	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	TVA : Demande de prononcer la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajoutée, en droits, pénalités et majorations, qui lui ont été réclamés au titre de la période du 1er juillet 2015 au 31 décembre 2020	
Demandeur	Nom des parties Monsieur	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS BONDIGUEL & ASSOCIES
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
17)	DOSSIER N° 2401763	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	IR : Demande la décharge partielle des cotisations supplémentaires à l'impôt sur le revenu, en droits et majorations, auxquelles il a été assujéti au titre des années 2015 à 2020	
Demandeur	Nom des parties Monsieur	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS BONDIGUEL & ASSOCIES
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
18)	DOSSIER N° 2305764	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande de décharge de l'amende fiscale art. 1759 du CGI (100% revenus distribués) au titre des exercices 2012 et 2013	
Demandeur	Nom des parties Monsieur	Représentants des parties
Défendeur	DIRECTION DE CONTROLE FISCAL CENTRE-OUEST	

14 heures 30

19)	DOSSIER N° 2400661	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	TH : demandent de prononcer la décharge de la cotisation de taxe d'habitation qui leur a été assignée dans les rôles de la commune de le Palais (56) au titre de l'année 2023 (location meublé de tourisme)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
20)	DOSSIER N° 2401606	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	TH : demandent de prononcer la décharge de la cotisation de taxe d'habitation qui leur a été assignée dans les rôles de la commune de Saint-Pol de Léon (29) au titre de l'année 2022 (location meublé de tourisme)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
21)	DOSSIER N° 2305023	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté du 13 juillet 2023 par lequel la direction générale des ressources humaines du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse a annulé sa candidature au concours interne du CAER-CAPEPS section éducation musicale et chant choral session 2023 et l'a radié de la liste d'admission publiée le 28 avril 2023, ensemble la décision du 14 août 2023 de rejet de son recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	
Arrêté le 02/09/2026 Le président du tribunal		